

La Nation Française

Hebdomadaire d'information politique - Directeur : Frédéric Aimard - 19 août 2024 - 1,50 €

N° 97

Delon

Il n'y aura pas eu de plus bel hommage que celui de Brigitte Bardot pour saluer la mort, le 18 août, de celui qu'elle appelle « *un ami, un alter ego, un complice* ». Car il est vrai qu'ils ont représenté tous les deux le summum de la beauté, selon les critères de leur époque qu'ils ont en quelque sorte imposés, elle pour le genre féminin, lui pour le genre masculin. Au temps où il n'y avait que deux genres... Un succès au cinéma qui a accompagné, à sa manière, la geste gaullienne et ces « *trente glorieuses* » qui ne furent pas seulement les années de la relance de l'économie ou de la tentative d'une diplomatie émancipée, mais aussi – on s'en rend compte maintenant – celles où la culture française tenait son rang notamment avec des *stars* qui faisaient rêver les Français et d'autres peuples sur les cinq continents.

Incroyable, ce que l'image d'Alain Delon a pu faire vendre, notamment dans certains pays d'Asie.

On sait bien que cet écorché vif n'avait pas que des qualités humaines, que son arrogance indisposait, notamment tout un petit monde d'envieux et d'aigris, de *l'intelligentsia de gôche*, qu'il abhorrait, et qui ne demandent qu'à répandre ces jours-ci, sans délai de décence, leur irrespect qui ne déshonore qu'eux-mêmes. Personne ne pourra contester cependant qu'Alain De-

lon avait beaucoup de courage et d'éclectisme dans ses entreprises, notamment en tant que producteur de cinéma. Il a su faire de bons choix, à mille lieues de la raideur qu'on pouvait lui supposer à l'aune de certains entretiens à l'emporte-pièce. Ensuite, d'aucuns ont rappelé un perfectionnisme peut-être pas toujours de bon aloi, et exprimant ce doute et cette souffrance propres aux grands artistes, qui ne sont en général pas

doués pour le bonheur tranquille, ni le leur, ni celui de leurs proches.

La télévision nous ressort quelques-uns de ses meilleurs films. De quoi, peut-on espérer, faire naître de nouvelles vocations de cinéphiles, de cinéastes et d'acteurs, et plus généralement un rejet de la médiocrité ambiante, si ce n'est un certain goût de la grandeur qu'on dit passé de mode ?

Frédéric Aimard



SOMMAIRE

P. 1 : Delon. P. 2 : Crise politique. – Consultations. P. 3 : Lectures. P. 4 : Bernard Seillier . – Ils sont aussi le peuple. P. 6 : Musk ou Marx. – Proche-Orient : le reflux français. P. 7 : Humeur : Trop de femmes ? P. 8 : Micro-nations, maxirêves.

■ **Armée** : Deux avions de chasse Rafale basés à Saint-Dizier se sont percutés le 14 août dans le secteur de Colombey-les-Belles (Meurthe-et-Moselle). Le pilote du premier avion a pu s'éjecter mais les deux occupants du second, le capitaine Sébastien Mabire et le lieutenant Matthis Laurens, sont morts dans l'accident.

■ **Nouvelle Calédonie** : Un homme a été tué par un tir de riposte d'un gendarme le 15 août sur un barrage routier à Thio, à l'Est de l'île. C'est le onzième mort dans les émeutes qui ont lieu depuis trois mois et qui ont donné lieu, selon le préfet, à 2459 interpellations. Le couvre-feu a été prolongé jusqu'au 26 août.

■ **Consommation** : La répression des fraudes a infligé une amende de 32 millions d'euros à la centrale d'achat du groupe Édouard-Leclerc, pour avoir dépassé les dates limite de négociations commerciales fixées par le gouvernement dans le cadre des lois « Egalim » censées garantir un revenu décent aux producteurs.

■ **Grands magasins** : Le BHV de Paris, racheté en 2023 par les jeunes chefs d'entreprise Frédéric Merlin et sa sœur Maryline, originaires de Vénissieux, qui possèdent également onze centres commerciaux et sept Galeries Lafayette en province, est, selon son intersyndicale, en difficulté financière.

■ **Inflation** : Selon l'Insee les prix à la consommation ont augmenté de 2,3 % de juillet 2023 à juillet 2024. L'inflation hors prix de

Crise politique

Le temps qui passe ne change rien à l'affaire : la crise politique est sans solution durable et c'est Bruxelles qui dictera le prochain budget.

Il fallait s'y attendre : l'ambiance joyeuse créée par les Jeux olympiques et le climat détendu des vacances n'ont pas apporté la moindre esquisse de solution à la crise déclenchée par Emmanuel Macron. Comme sous la IV^e République, l'existence de deux groupes parlementaires irréductibles (autrefois les gaullistes et les communistes, aujourd'hui le Rassemblement national et la France insoumise) conduit le bloc central à des coalitions éphémères.

L'actuel président voudrait être à la fois un sage médiateur à la manière de René Coty, le dernier président de la IV^e République, et un homme qui conduit sa politique avec détermination, comme Pierre Mendès-France qui fut président du Conseil de juin 1954 à février 1956. Emmanuel Macron ne peut être ni l'un ni l'autre.

Depuis 2017, il a conçu la présidence comme s'il était Premier ministre et, au contraire de René Coty qui était très populaire, il est rejeté par une grande partie de la population et

l'énergie (qui ont augmenté de 8,5 %) et de l'alimentation (quasi nulle).

■ **Disparition** : Le sénateur de l'Aveyron Bernard Seillier, est décédé le 2 août. Alain Delon est mort le 18 août à 88 ans.

par des amis influents – tels Alain Minc. Il ne bénéficie pas non plus du prestige de Pierre Mendès-France, ministre dans le second gouvernement Blum qui avait combattu au sein du groupe Lorraine de la France libre avant de devenir ministre de l'Économie nationale dans le gouvernement provisoire présidé à Alger puis à Paris par le général de Gaulle.

Emmanuel Macron a beau appeler à l'unité nationale lors de la célébration des grandes heures de la Libération, il sera contraint dans les prochaines semaines de trouver un arrangement au centre-droit ou au centre-gauche autour d'un Premier ministre dont le programme est déjà fixé.

Après l'euphorie des JO, on va s'apercevoir que l'éléphant bruxellois est au milieu de la pièce. La France est poursuivie pour déficit excessif et il va falloir que le gouvernement procède en urgence à des coupes budgétaires massives selon les vives recommandations de la Commission européenne. Les centristes invoqueront les dures exigences du salut public. La France insoumise et le Rassemblement national crieront de toutes leurs forces que les électeurs ont été trahis. Et tous penseront à bien se positionner pour la prochaine élection présidentielle, sans se soucier des mouvements violents de l'histoire, qui continueront de se faire sans notre pays.

Claudine Uzerche

Consultations

Dans son discours du 17 août pour les 80

ans de la libération de Bormes-les-Mimosas, à côté de sa résidence d'été, Emmanuel Macron a lancé un appel à l'unité nationale, demandant à tous la fidélité « à cet esprit de fraternité et d'engagement » de ceux qui ont participé au débarquement de Provence. La réponse de la gauche est arrivée le lendemain : négligeant le fait que le chef de l'État consulte ce 23 août les forces politiques, les Insoumis, faisant mine de craindre qu'il ne s'apprête à « nommer un chef de gouvernement sans tenir compte du résultat politique » des législatives, menacent d'engager la procédure de destitution prévue par l'article 68 de la Constitution. Ils estiment en effet qu'il s'agit d'un « manquement à ses devoirs manifestement incompatible avec l'exercice de son mandat », d'où leur demande. En réalité, le processus s'avère complexe et long, requérant notamment une majorité des deux tiers au Parlement constitué en Haute Cour.

Apparemment imperturbable et sans doute indécis, le président continue à jouer au chat et à la souris, mais pas seulement avec la gauche, comme feint de la croire le Nouveau Front populaire. Celui-ci campe toujours sur le fait que l'ensemble de ses élus du début juillet représente 193 députés, mais cela demeure fort loin de la nécessaire majorité absolue de 289. Tout en y croyant de moins en moins, il continue à agiter la figure de Lucie Castets, candidate autoproclamée refusée par Emmanuel Macron, qui sait qu'elle ne pourra pas réunir une base suffisante à l'Assemblée.

Il est vrai que le chef de l'État peut se réjouir du

bilan immédiat des Jeux olympiques de Paris et gloser sur « l'esprit de défaite » qui avait accompagné leur préparation. On constate d'ailleurs que ces Jeux ont témoigné d'une ferveur nationale redonnant confiance aux Français, à nouveau fiers d'eux-mêmes, ce qui ne constitue pas exactement l'esprit *woke* de dénigrement dont la gauche, surtout les Insoumis, se fait volontiers le propagandiste.

De toute manière, indépendamment des consultations du 23 août qui ne détermineront pas la composition du gouvernement, le président va tenter de s'appuyer sur une sorte de « bloc central » dépassant les diverses nuances macronistes. Du coup, on parle aussi bien de Xavier Bertrand, président LR des Hauts-de-France, que de l'ancien Premier ministre socialiste Bernard Cazeneuve.

Ce petit parfum de IV^e République – certains évoquent même l'ombre d'Edgar Faure, qui justifiait les évolutions politiques par le concept de « majorités d'idées » – dure donc depuis un mois et demi avec des ministres « démissionnaires » qui, y compris le Premier d'entre eux, se comportent comme s'ils exerçaient encore complètement le pouvoir. Dans la pratique, il faudra s'appuyer tantôt sur la gauche, tantôt sur le RN, toujours le premier parti de l'Assemblée, et peut-être même sur les deux, par exemple pour l'aménagement de la réforme des retraites. Mais le nouveau gouvernement devra aussi prendre en compte les demandes et les craintes des citoyens.

Jean-Gabriel Delacour



ROMANS

Japon mon amour

Pas de rentrée littéraire sans un nouveau livre d'Amélie Nothomb. Cette année, retour au Japon. La faute à (à moins que ce ne soit grâce à) une amie photographe qui, comme tous les néophytes, s'ébahit devant chaque splendeur nipponne, autant dire que ce voyage de dix jours se déroule la bouche ouverte. De Kyoto à Tokyo, l'écrivaine revisite, avec une pointe d'humour teintée de nostalgie, les lieux de son enfance : le temple du Pavillon d'or, le Mont Fuji... L'occasion aussi de troquer le champagne contre le langoureux whisky japonais. Eh oui, au pays du soleil levant, il n'y a pas que les monuments pour s'émerveiller !

« L'Impossible retour », Amélie Nothomb, Albin Michel, 162 p., 18,90 €.

L'employée de maison

Le drame est annoncé dès le début, abrupt et définitif : « la fillette meurt ». Le roman de l'auteure chilienne Alia Trabucco Zerán est un monologue, celui d'Estela qui té-



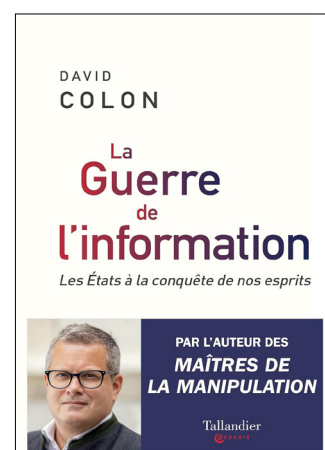
moigne de ses conditions de vie. Un long plaidoyer pour expliquer la tragédie que l'on sent monter inexorablement au fil des pages. La domestique a quitté le sud du Chili pour travailler dans une famille de Santiago. Pendant sept ans, elle va frotter, laver, repasser, surveiller la petite Julia, subir humiliations et injustices. Avec minutie, Estela s'emploie à déconstruire la face propre de ses employeurs.

« Propre », Alia Trabucco Zerán, Robert Laffont, 272 p., 20,90 €.

POLITIQUE

La conquête des esprits

Aujourd'hui, la guerre de l'information accompagne la guerre militaire voire la remplace. Spécialiste de la propagande, David Colon le démontre dans cet essai qui a reçu le prix de La Revue des Deux Mondes. Les États et les canaux d'information traditionnels sont dépassés par des acteurs privés qui, via Internet, ont une audience internationale et deviennent des « petites puissances ». Partout l'objectif est le même : influencer l'opinion publique des autres pays. De la Guerre du Golfe à l'Ukraine, l'historien ana-



lyse cette guerre nouvelle à laquelle nous n'étions pas préparés mais que les démocraties doivent gagner.

« La guerre de l'information », David Colon, éditions Tallandier, 480 p., 23,90 €.

PHOTOGRAPHIE

L'homme et la machine

Arrivera-t-il un jour où l'intelligence artificielle dépassera l'intelligence humaine ? Ou l'homme abdiquera devant la machine ? Le trimestriel *We Demain* interroge cette « explosion de l'intelligence » qui devrait faire table rase de l'histoire de l'humain. Autres sujets abordés : la transition énergétique, la voix des arbres, les sapeurs-pompiers...

« Et l'humain créa son successeur », *We Demain*, n° 46, 12,90 €. En kiosque et en librairie.



BERNARD
SEILLIER

J'apprends par *Le bulletin d'Espalion* du 8 août, la disparition, le 2 août dernier, de l'ancien sénateur de l'Aveyron Bernard Seillier, à l'âge de 83 ans.

Il fut un homme d'une grande envergure intellectuelle, caractérisé par sa discrétion, sa modestie et son sens du service, notamment du service de l'État. Lorsque j'étais directeur de *La France Catholique*, nous avons pu compter sur son soutien. Il fit partie de nos actionnaires, je crois bien par fidélité non seulement au catholicisme, mais aussi plus précisément au général Édouard de Castelnau, Aveyronnais comme lui, certainement son modèle en politique. Il fut maire de Séverac-le-Château, conseiller général... Sénateur, il s'était particulièrement occupé de la pauvreté en France, mais aussi des questions scientifiques. Il avait été un des fondateurs du Mouvement pour la France avec Philippe de Villiers... Les désillusions ne lui auront certes pas manqué.

J'en conserve le souvenir d'un homme actif et efficace, souriant, toujours prêt à encourager, avec bienveillance et sans jugement... Un grand homme politique pour l'Aveyron certes, comme cela a été reconnu par plusieurs de ses successeurs ces derniers jours, mais qui aurait eu les qualités pour être utile à un relèvement du pays, si le relèvement du pays avait pu être à l'agenda de cette génération...

F. A.

Ils sont aussi

Les jeux olympiques ont vu le triomphe de la France. On est 5^e au nombre de médailles d'or obtenues sans compter celles qu'on aurait dû avoir car on a été meilleur que le vainqueur. Cela rappelle M. Mélenchon qui était arrivé 3^e à la présidentielle de 2022 mais affirmait être le premier et voulait le poste de premier ministre. Il récidive avec sa candidate. Il mérite la médaille en chocolat du culot.

La compétition électorale des législatives de juin n'a conclu à aucun gagnant formel. Tous les perdants peuvent dire qu'ils ont gagné en additionnant les choux et les carottes et en invisibilisant les millions d'électeurs qui auraient mal voté. Alors qu'on avait appelé au moins d'abstention possible, ce qui a été entendu. On se moque de l'électeur. C'est du wokisme politique dans toute sa splendeur. Cela rappelle le non pour Maastricht en 2005 transformé en oui par les parlementaires. Et on s'étonne que les électeurs doutent et fassent des choix radicaux? Le spectacle politicien actuel est navrant. Attention pour les prochaines échéances. En 2026 avec les municipales suivies des sénatoriales qui en dépendent. Peut-être une autre dissolution dans un an en 2025? Enfin la présidentielle en 2027.

On ne triche pas deux fois de suite avec les citoyens échaudés. Que fera-t-on si une majorité absolue non désirée l'emporte largement toute seule sans discussion? On se rappelle la fameuse formule de Berthold Brecht: « *Puisque le peuple vote contre le gouvernement il faut dissoudre le peuple* ».

Les professeurs de droit constitutionnel n'ont jamais autant réfléchi, comparé, relu la Constitution et la jurisprudence du conseil constitutionnel.

C'est la joyeuse incertitude du droit, ce qui inquiète d'ailleurs les justiciables demandant à la justice de régler et vite leurs problèmes quotidiens. Les spécialistes essaient de répondre aux questions de gouvernance ou parlementaire inédites. Mais ils ne sont pas d'accord entre eux. Classique! Montesquieu se met à toutes les sauces mais personne n'a la solution indiscutable. Ainsi les pouvoirs exécutif et législatif semblent se confondre. L'exécutif est démissionnaire mais expédie les affaires courantes qui deviennent immobiles. Aux jeux olympiques le coureur de haies passait au-dessus de l'obstacle et ne rampait pas dessous. Sans bouger. Armand Duplessis a franchi 6,25 mètres avec sa perche et n'a pas attendu que la barre

tombe par l'effet du vent. M. Attal toujours premier ministre donc membre de l'exécutif est aussi député et a écrit en cette qualité à certains groupes parlementaires en écartant d'office les extrêmes donc les représentants de millions d'électeurs qui doivent subir et accepter en disant merci à notre sauveur qui a échoué précédemment globalement pour eux. Mais soyons juste, il a pris de bonnes initiatives en matière d'éducation et de laïcité et de tentatives pour la sécurité et l'identité. Projets que les juges constitutionnels ont censuré, avec l'assentiment de M. Macron? Il veut bâtir et proposer un programme sur des thèmes ciblés et consensuels. Ce qui me paraît de la compétence du pouvoir législatif? Je suis pour. Comme devraient l'être les élus de droite qui prônent ces mesures depuis longtemps. M. Attal a le don institutionnel d'ubiquité et je ne sais pas ce que les éminents experts en pensent.

Personnellement je ne vote que pour le bloc central autodéfini comme républicain, tolérant et nuancé. Adepte de la raison pas de l'émotion qui submerge et fait perdre de vue toute réalité et contre les affirmations gratuites. Ce qui n'est pas très joyeux comme perspective je l'avoue! En alliant fermeté et humanisme; générosité

le peuple

par Christian Fremaux

et récompensant le mérite. Qui n'est l'apanage de personne et pas donné en héritage. Je n'accepte aucune leçon de comportement. Les J.O. ont montré que la sécurité forte entraîne des aspects positifs. Et que les lois temporaires qui ont été prises ont été utiles de manière préventive. Gardons cet acquis. En le redimensionnant. Pour temps ordinaire bien que menaçant. Le bloc central n'a cependant pas reçu mandat d'éliminer tel ou tel courant de réflexions et d'actions.

Exclure des responsabilités des millions de citoyens me pose problème comme tenant radical de la démocratie. Sinon pourquoi voter ? Dans les milliers de communes le maire élu, quelle que soit son étiquette, gouverne pour tous les administrés. Même pour ceux qui se sont abstenus. Le nouveau gouvernement devra tenir compte des votes émis, de tous les votes. La vérité et le progrès n'appartiennent pas à une clique de prétendus éclairés. L'électeur se moque des querelles d'apothicaire ou de coiffeur qui coupe les cheveux en huit : il veut du concret. Dans des pays proches, civilisés, démocrates et avancés il n'y a pas eu de gouvernement pendant des mois : tout fonctionnait à merveille ! Naturellement je souhaite

le rétablissement des institutions au plus vite mais si c'est pour retourner à la IV^e République non merci. Car il y a des dossiers urgents à prendre au corps. Les Français ont donné un message clair aux européennes et au premier tour des législatives : plus d'autorité et de respect y compris dans les débats à l'Assemblée ; une lutte féroce contre toutes les formes de délinquance avec des lois qui donnent des armes légales aux magistrats. La prospérité ne peut vivre que dans le calme et la stabilité. Un État de droit fort avec une puissance publique réduite à ses fonctions régaliennes, des institutions de proximité, les grandes régions et regroupements divers doivent être revus. De vrais services publics en province. Qui veut pouvoir rester traditionnellement simplement et culturellement française avec ses valeurs en conservant son identité et ses modes de vie. On ne change pas un peuple contre ses intérêts. Ni ses

principes et croyances profondes. Seraient-ils considérés comme ringards. La *start-up nation* doit se conformer à la réalité du terrain et le métavers n'est pas un concept compris. S'y ajoutent le niveau de vie et que le travail paie. Je ne doute pas que nos dirigeants ont des idées fortes sur tous ces sujets. Mais pour que cela réussisse il faut que le peuple soit uni et que personne ne soit banni de chez lui.

L'article 1 de la Constitution est clair : « *La France est une République indivisible, laïque, démocratique et sociale* ». Il n'y a qu'un peuple quelles que soient ses convictions, ses votes, ses pensées. Pas de plus égaux ou entendus que d'autres. Pas des communautés ou des groupuscules. La femme de lettres anglaise Evelyn Beatrice Hall a prêté à Voltaire cette formule : « *Je ne partage pas vos idées mais je me battrais pour que vous puissiez les exprimer* ».

Téméraire mais pas courageux, et pas philosophe,

je n'irai pas jusqu'à me faire mal, mais je voudrais au moins convaincre. Je préfère construire des ponts plutôt que des barrières. C'est déjà pas mal par ces périodes d'engagements rares au profit de l'individualisme égoïste ou la défense d'intérêts particuliers.

Dans ma région et ma commune de Picardie, qui a voté massivement RN alors que c'était des terres de droite et un peu de gauche républicaines, je serre la main aux gens, amis, voisins, rencontres, étrangers comme à ceux qui ne jugent pas comme moi : on se connaît ou non. Mon hémicycle est la salle du bistrot. Et la mairie ou pendant les fêtes. On parle. Ils ont le droit de vouloir vivre dans la France qui leur a été transmise. Ils méritent tous d'être inclus dans les programmes politiques puisque ce sont eux qui les vivent et les paient. Ils ne bénéficient d'aucune combine ou privilèges. Ils sont aussi le peuple. ■

LA NATION FRANÇAISE

directeur de la publication : Frédéric Aimard

Édité par Spfc-Acip, 60, rue de Fontenay.
92350 Le Plessis-Robinson

Siret 418 382 149 00015 Nanterre

TVA intracommunautaire FR21418382149 - ISSN 2967-2988 - Imprimé par nos soins.

Abonnement 1 an = 20 euros à l'ordre de Spfc-Acip.

Paiement par carte bancaire :

<https://buy.stripe.com/2803eq3Re7RSc3C000>

Merci de signaler par mail, votre réabonnement

Paiement par virement. Rib sur demande. frederic.aimard@gmail.com

■ **Israël** : Le ministre de la sécurité israélien Ben Gvir est monté sur l'esplanade du Temple (esplanade des mosquées pour les musulmans) à Jérusalem avec environ 2 000 juifs pratiquants le 13 août. Une visite jugée irresponsable par la plupart des chancelleries qui se souviennent du précédent d'Ariel Sharon, dont la visite au même endroit en septembre 2000 avait été le point de départ d'une « intifada » de cinq ans dans les territoires occupés.

■ **Thaïlande** : Le 14 août, la Cour suprême a destitué le Premier ministre Srettha Thavisin. On lui reprochait d'avoir nommé ministre un avocat condamné en 2008 pour corruption et qui avait pourtant rapidement démissionné quand cela avait été révélé.

■ **Réseaux sociaux** : À la veille d'une discussion de deux heures sur X entre Elon Musk et Donald Trump, le 12 août – qui a commencé avec 40 minutes de retard en raison d'attaques de hackers – le commissaire européen Thierry Breton avait écrit une lettre à Elon Musk lui rappelant la réglementation européenne qui oblige les réseaux sociaux à une modération dans le traitement des informations et des opinions. Arianna Podesta, porte-parole de l'exécutif européen s'est distanciée de cette prise de position le 13 août pour des raisons de calendrier non concerté. L'Union européenne ne veut pas apparaître comme se mêlant de l'élection présidentielle américaine.

■ **Santé** : L'Organisation mondiale de la santé a lancé, le 14 août, une alerte

Musk ou Marx

« *It's the economy, stupid!* » C'est l'économie qui décidera de l'élection présidentielle américaine.

Les sujets certes ne manquent pas. Kamala Harris, championne du droit à l'avortement, est présentée comme la propagandiste du « wokisme ». Elon Musk, qui s'entretenait avec Donald Trump sur sa chaîne X le 12 août, s'est fait le chantre de la liberté d'expression en défendant les manifestations identitaires en Angleterre analogues aux occupants du Capitole du 6 janvier 2021. Les Démocrates s'écharpent sur Gaza ; les Républicains se désintéressent de l'Ukraine. Mais tout cela n'est rien par rapport aux arguments mis en avant pour la vraie campagne : Le candidat à la vice-présidence côté démocrate, Tim Walz, se fait une gloire de la gratuité des cantines scolaires dans les écoles publiques de son État, le Minnesota (ainsi que des tampons périodiques). Sa première mesure serait de proposer l'institution d'un congé parental qui n'existe toujours pas aux États-Unis. Kamala Harris a commencé à Raleigh (Caroline du nord) le 16 août à décliner son plan de politique économique en annonçant un contrôle des prix alimentaires et aussi des aides au premier logement. La convention démocrate de Chicago (19 au 21 août) lance le grand débat sur le coût de la vie comme si l'on se trouvait dans des élections européennes.

Donald Trump l'appelle désormais « Camarade Kamala ». Pire que Ber-

nie Sanders, le candidat « socialiste » populaire à la primaire démocrate de 2016 et 2020, elle en appellerait plus que celui-ci à une sorte de mixte entre l'économique et le sociétal bien plus subversif, selon Trump, que les réformes proposées par le sénateur du Vermont. La « gauche » démocrate à laquelle se réfèrent Kamala et Tim Walz, en dépit de leur volonté de recentrement, a évolué en quatre ans. La version Bernie Sanders apparaît rétrospectivement comme modérée par rapport à la version Kamala Harris qualifiée de californienne, avec la ville de San Francisco (où elle fut procureur) comme repoussoir absolu. Pourtant celle-ci tient plus compte d'une vision futuriste depuis Los Angeles, la Silicon Valley (et Elon Musk lui-même), reléguant le promoteur immobilier Trump dans un passé désuet et largement failli.

Le clivage se creuse désormais entre les deux atelages, celui des affaires et celui des administrations : en choisissant comme son vice-président J.D. Vance, Trump continue d'incarner les self-made men, les brasseurs d'affaires, tandis que Kamala Harris, avec sa carrière de procureur, a préféré avec Tim Walz un enseignant du public : serviteurs de l'État contre entrepreneurs, salariés du secteur public contre aventuriers du secteur privé.

Qui en appellera le plus aux classes moyennes ? Ceux qui cherchent à y élever les classes plus pauvres ou ceux qui font rêver de promotion parmi les plus riches de ces mêmes classes moyennes ? On n'oubliera pas que la réponse ne se situe pas sur le plan national,

ni en Californie ou à New York mais dans cinq États-clés dont quatre autour des Grands Lacs, dans la ceinture industrielle de la rouille et des « cols-bleus ».

Dominique Decherf

Proche-Orient le reflux français

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, s'est entretenu le 17 août au Caire avec son homologue égyptien Badr Abdelatty, puis avec le président Abdel Fattah al-Sissi des efforts diplomatiques en vue d'un cessez-le-feu entre Israël et le Hamas à Gaza. En réalité, l'influence française apparaît de plus en plus limitée au Proche-Orient, y compris au Liban, où la France dispose encore de réseaux et avec lequel demeurent les liens affectifs. Ces relations demeurent d'ailleurs plus ou moins parallèles à celles entretenues par les États-Unis, plutôt en retrait sauf lorsque la sécurité d'Israël se trouve en jeu.

Il faut toutefois reconnaître que les divers plans proposés par le ministère français des Affaires étrangères pour éloigner le Hezbollah de la frontière israélienne n'ont été suivis d'aucun effet, non seulement en raison de la déliquescence libanaise – il n'y a plus de président depuis bientôt deux ans – mais aussi à cause de la toute-puissance du mouvement chiite soutenu par l'Iran, mais peut-être encore plus du fait que la France y apparaît de moins en moins crédible. Personne n'a oublié que, après l'explosion du port de

Beyrouth en août 2020, Emmanuel Macron était venu faire la leçon aux dirigeants libanais; mais les grands dirigeants qui, comme Michel Aoun, Nabih Berri ou Walid Joumblatt, ont tous combattu lors de la guerre du Liban, se sont retrouvés en face d'un homme qui n'a pas effectué son service militaire, qui ne sait rien de la guerre et qui croit pourtant tout connaître de « l'Orient compliqué » dont parlait prudemment le général de Gaulle; et ce n'est pas le Quai d'Orsay désorganisé par les réformes qui se sont abattues sur la haute fonction publique qui pouvait l'aider, à supposer que le président l'écoute.

D'une manière générale, les initiatives du chef de l'État apparaissent déconcertantes, improvisées et incohérentes. Cela concerne aussi Israël, vis-à-vis duquel il a constamment changé de position depuis le 7 octobre, tantôt son fervent défenseur tantôt pro-palestinien, avec en particulier l'invisible exclusion de l'État hébreu du salon français de l'armement au printemps. Cela reflète le fameux « en même temps » qui restera sa marque politique, tant intérieure qu'extérieure. En ce qui concerne Israël, la crédibilité de la France a été définitivement entamée avec l'exclusion de l'État hébreu du salon de l'armement au printemps.

Ces atermoiements témoignent de la forte personnalisation de la politique étrangère, avec le poids de la cellule diplomatique du président. On a vraiment l'impression que la connaissance des relations internationales et une fine expérience des eaux troubles, avec l'expertise de diplomates chevronnés, font au-

jourd'hui cruellement défaut à la France. Son effondrement sur la scène internationale concerne malheureusement toute l'activité diplomatique, comme on le voit aussi avec la Russie et la Chine. Si Donald Trump redevient président, cela ne s'arrangera pas.

Jean Étèvenaux

Trop de femmes ?

En Espagne, la loi facilitant la transition de genre adoptée il y a un an et demi amène des conséquences surprenantes. Depuis qu'il est possible de changer son sexe « légal » sur simple demande de modification de la mention au registre de l'état-civil, sans aucune opération ou prise d'hormones, on assiste à une conjonction inattendue avec les textes prônant la discrimination positive à l'égard des femmes. En clair, certain(e)s ont compris comment profiter de la situation, notamment dans l'armée.

Un caporal explique: « Je suis une femme qui aime les femmes, et cela ne devrait poser aucun problème, puisque la loi me le permet ». Ce raisonnement simple, pour ne pas dire simpliste, apparaît de moins en moins isolé. Rien que dans l'enclave espagnole de Ceuta — une des quatre « présides » perpétuant la présence espagnole sur la côte marocaine — on ne compte pas moins de 39 hommes à avoir effectué ce choix. Or, une fois qu'un soldat, un policier ou un fonctionnaire devient une femme de jure, il touche 15 % de salaire en plus en obtenant la garde de son

enfant en tant que mère. En outre, certains passent ainsi plus facilement les épreuves féminines des concours pour devenir pompier ou officier de police, tout comme pour éviter des plaintes pour violence de genre.

Bien entendu, on peut y voir une sorte de rébellion contre les règles de discrimination positive en vigueur au sein de l'armée et de la Guardia Civil. Mais il est difficile d'aller contre la loi qui donne à chacun le droit de se considérer comme femme. Un militaire a ainsi déclaré au site d'actualités El Español: « De l'extérieur je me sens comme un homme hétérosexuel, mais, dans mon for intérieur, je suis une femme lesbienne. Et c'est ça qui compte. C'est pourquoi je suis légalement devenu une femme ». Et un autre de se référer « à l'article 14 de la Constitution qui dit que nous sommes tous égaux devant la loi sans aucune discrimination fondée sur le sexe, la race ou la condition sociale. »

Précis

mondiale concernant la variole du singe (*Monkeypox* ou *Mpox*) qui se répand en Afrique à partir de la République démocratique du Congo. Deux vaccins sont disponibles mais en quantités jugées insuffisantes par l'OMS.

■ **Afghanistan** : Les talibans ont fêté le 14 août leur prise de Kaboul, il y a trois ans, par un défilé militaire sur la base de Bagram, avec des dizaines de blindés, d'hélicoptères et même des avions de combat, et en présence d'officiers chinois,

iraniens ou qatari. Il y a eu aussi une cérémonie au stade Ghazi de Kaboul et dans plusieurs villes mais, dans tous les cas, avec un public exclusivement masculin.

■ **Placements** : L'once d'or a été cotée à 2 508,01 dollars à New York le 16 août, ce qui constitue une augmentation de 33,3 % depuis le début de l'année.

■ **Rémunération** : Selon l'indice boursier FTSE 100, le patron français des laboratoires suédo-britanniques AstraZeneca, Pascal Soriot, a été le dirigeant le plus payé de la place de Londres, avec 16,85 millions de livres en 2023.

Aux États-Unis, la firme Starbucks, spécialiste du café à emporter, s'est séparée de son PDG Laxman Narasimhan, qui n'avait pas réussi à juguler une baisse des cours de Bourse de 22 %. Elle a recruté Brian Niccol, 49 ans, ancien dirigeant de la chaîne de restauration tex-mex Chipotle. Il commencera le 9 septembre, avec un salaire mensuel de 1,6 million de dollars, et une rémunération estimée entre 85 et 113 millions, « *en cash et stock-options* », pour la première année. Les employés de Starbucks seraient payés en moyenne 25 dollars de l'heure, en dessous de la moyenne des salaires américains qui est de 70 000 dollars par an.

■ **Agroalimentaire** : Le groupe familial américain Mars Incorporated (M&M's), dont le siège social est en Virginie, a acheté son concurrent de Chicago Kellanova (Pringles, Kellogg's...) pour 35,9 milliards de dollars.

Micro-nations, maxi-rêves

par Fabrice de Chanceuil

Il y a un an, Roger-Alexis Rocca, ancien homme d'affaire devenu artiste peintre et écrivain et surtout, nonagénaire excentrique, érigeait son domaine de Combes, à Saint-Saturnin dans le Cantal, en principauté. Ce n'est qu'un des derniers exemples de ce qu'on appelle les micro-nations ou cryptarchies qui seraient environ au nombre de 400 à travers le monde.

Les micro-nations sont des entités territoriales, souvent de très petite taille d'où leur nom, réelles ou virtuelles, ayant les apparences d'un État mais n'en ayant pas les attributs, notamment la souveraineté sur l'espace ainsi établi.

Il ne faut pas confondre les micro-nations avec les micro-États tels qu'il en existe en Europe, dotés de la souveraineté et reconnus par la communauté internationale : la Cité du Vatican, la Principauté de Monaco, la Principauté d'Andorre, la Principauté de Liechtenstein et la République de Saint-Marin. Le cas de l'Ordre souverain de Malte prête davantage à discussion : indiscutablement sujet de droit international public, son gouvernement est certes reconnu par plus de 110 pays à travers le monde avec lesquels il entretient des relations diplomatiques, mais il n'a ni ressortissants, les chevaliers n'ayant pas la nationalité de l'Ordre, ni territoire, son siège à Rome bénéficiant seulement du privilège de l'extraterritorialité comme ceux de l'ONU à New York et Genève.

Les micro-nations sont aussi à distinguer des « États de fait » qui administrent effectivement un territoire conquis avec l'aide d'un puissant voisin, le seul à les reconnaître, comme la République turque de Chypre-du-Nord soutenue par la Turquie et les Républiques de Transnistrie, Abkhazie et Ossétie-du-Sud soutenues et même suscitées par la Russie.

En fait, les micro-nations sont des États de fantaisie, érigés le plus souvent à des fins ludiques et touristiques, d'où la bienveillance des autorités locales à leur égard. Ainsi, le propriétaire précité de Combes a-t-il transformé son château en Palais buccal pour y célébrer la Fête de la Langue...

Mais d'autres micro-nations se veulent plus sérieuses en justifiant leur création sur des fondements juridiques ou historiques.

S'agissant du fondement juridique, l'argument le plus souvent avancé est celui de la terra nullius, le territoire sans maître. C'est le cas du Royaume du Soudan-du-Nord, créé en 2014 par le fermier américain Jeremiah Heaton dans la zone désertique de Bir Tawil à la frontière entre l'Égypte et le Soudan mais curieusement non revendiquée par chacun de ces deux États. Même situation pour le Royaume d'Enclava et la République du Liberland, établis en 2015 sur la rive Ouest du Danube entre la Croatie et la Serbie, dans des poches non réclamées par ces deux pays.

La mer est aussi une terra nullius de nature à susciter des convoitises : ainsi pour la Principauté de Sealand créée en 1967 par Paddy Roy Bates, ancien soldat de l'armée britannique, sur une plate-forme militaire située dans les eaux internationales au large de la Grande-Bretagne et la Principauté de Saya de Malha, aujourd'hui disparue, établie en 1989 par le Français Pierre Metzger sur un haut-fond au large de l'Île Maurice dans une perspective à la fois utopique et écologique.

Enfin, les glaces de l'Antarctique sont aussi propices à ces appropriations les plus souvent virtuelles, les créateurs de ces entités ne s'étant jamais rendus sur place, comme le Grand-Duché de Flandrensis suscité, en 2008, par le Belge Niels Vermeersch.

En revanche, des aventuriers, par le passé, n'ont pas hésité à braver les dangers pour donner corps à leur rêve. En 1888, Marie-Charles David se fait élire par les Moïs de l'arrière-pays de l'Annam, Roi des Sédangs mais son royaume ne durera pas un an. On connaît mieux l'épopée du Périgourdin Antoine de Tounens, autoproclamé en 1860, sous le nom d'Orélie-Antoine I^{er}. Roi d'Araucanie et de Patagonie avec le soutien de tribus indiennes mapuches mais rapatrié de force en France deux ans plus tard par le Gouvernement chilien. L'aventure aurait pu s'arrêter là si le royaume n'avait été relevé dès la fin du XIX^e siècle. Aujourd'hui, à partir de la France, il est dirigé par le Roi Frédéric I^{er} et bénéficie même, depuis 2013, du statut de membre du Conseil économique et social des Nations-Unies avec voix consultative.

Le fondement historique est en revanche l'argument utilisé par la Principauté de Seborga, située en Italie près de la frontière française. Elle a, de fait, existé entre 954 et 1746 et a été refondée en 1963 par Georgio Carbone, qui contestait son annexion par le Piémont. C'est aujourd'hui un peu le prototype des micro-nations par la forte adhésion de la population. La principauté bat monnaie, imprime des timbres, émet des passeports et dispose même de ses plaques d'immatriculation, pour la plus grande joie de ses habitants et des collectionneurs.

Bien d'autres exemples pourraient être donnés, sachant qu'il disparaît régulièrement autant de micro-nations qu'il ne s'en crée. De fait, la seule légitimité dont elles peuvent exciper, outre leur reconnaissance locale, est leur capacité à durer dans le temps.

La Fête de la Langue suffira-t-elle à mobiliser durablement les sujets du Prince de Combes ? ■